



## CONSETEMENT DU CONJOINT QUANT AU TRANSFERT DANS UN FONDS DE REVENU VIAGER (FRV) – ONTARIO

Je,  , suis le conjoint, au sens de la *Loi sur les régimes de retraite*,  qui a demandé un transfert de fonds immobilisés de  .

Je reconnais que l'administrateur d'un régime de retraite ou d'un CRI pourrait ne pas se conformer à une demande de transfert de fonds immobilisés à un FRV, à moins d'avoir obtenu le consentement écrit du conjoint.

Je reconnais que la *Loi sur les régimes de retraite* et le Règlement 909 n'exigent pas qu'un conjoint donne son consentement par écrit. Le conjoint est libre de fournir ou non un consentement écrit.

Je comprends qu'en donnant mon consentement par écrit, je ne renonce pas à mes droits en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite* et du Règlement 909 quant aux prestations de survivant ou aux prestations qui peuvent être offertes en cas de rupture de mariage.

Je reconnais qu'à titre de conjoint ne vivant pas séparé du titulaire d'un FRV à la date de son décès, j'aurai le droit de toucher une prestation de décès correspondant au solde du FRV sous forme d'un montant forfaitaire non immobilisé ou d'une rente viagère immédiate ou différée.

Je comprends, en tant que conjoint ne vivant pas séparé du titulaire du FRV lorsque l'actif du FRV est utilisé pour acheter une rente viagère, que la rente doit prévoir une rente de survivant égale ou supérieure à 60 % de celle versée à mon conjoint.

Je reconnais qu'en cas de rupture du mariage avant la date d'achat d'une rente, un maximum de 50 % de l'actif du FRV peut être transféré dans mon CRI ou FRV, ou utilisé pour acheter une rente viagère immédiate ou différée.

Je comprends que, dans la situation décrite ci-dessus, tous intérêts que je pourrais avoir dans l'actif détenu dans le FRV ne sont effectifs que si une ordonnance du tribunal ou un contrat familial en vertu de la *Loi sur le droit de la famille* est fourni à l'administrateur.

Daté à  dans la province   
ce  jour de  20  .

Signature du conjoint  Adresse du conjoint

Signature du témoin  Nom du témoin en caractères d'imprimerie

Adresse du témoin

*Avant de remplir le présent formulaire, le conjoint devrait consulter un conseiller juridique indépendant au sujet de ses droits et des conséquences du consentement.*